

Evolution récente de l'agriculture des DOM et des aides publiques dont elle bénéficie : comparaison avec la métropole¹

Jean-François BASCHET,

Ministère de l'agriculture et de la pêche, Direction des affaires financières, Sous-direction de l'évaluation, de la prospective et des études, 78 rue de Varennes, 75007 Paris, France

Superficie agricole et démographie

La part du territoire occupé par l'agriculture est beaucoup plus faible dans les DOM qu'en métropole, de l'ordre de 20 % dans les DOM, hors Guyane — qui est un cas très particulier en ce domaine — contre plus de 50 % en métropole (tableau I).

Et surtout, le territoire agricole diminue beaucoup plus vite dans les DOM (diminution de 20 % à la Réunion et de 30 à 35 % dans les Antilles, contre 4 % en métropole, entre 1981 et 1997).

Ceci est en partie lié à une croissance de la population beaucoup plus élevée dans les DOM (34 % dans les DOM contre 8 % en métropole, entre 1982 et 1999), croissance qui devrait se poursuivre à un rythme élevé, d'après les projections de l'INSEE.

Exploitations agricoles et emploi agricole

En termes de SAU et d'emploi, les exploitations des DOM sont de plus faible dimension qu'en métropole. Comme en métropole, la diminution du nombre d'exploitations et de l'emploi agricole est importante sur la dernière décennie (tableau II).

La part de l'emploi salarié a tendance également à s'accroître et atteint environ 25 % sur la période récente.

La structure par âge des chefs d'exploitations est peu différente entre DOM et métropole.

Le non-calcul des MBS (Marge brute standard) dans les DOM, ne permet pas de calculer la dimension économique des exploitations (exprimée en ha équivalent blé) et de déterminer l'OTEX (Orientation technico-économique) de celle-ci ; cela limite considérablement l'analyse et les comparaisons en matière de structures d'exploitations. On retrouve là une spécificité des DOM : un retard statistique assez important par rapport à la métropole, retard non limité à l'agriculture.

1. Pour plusieurs raisons, dont la disponibilité en séries statistiques homogènes, en particulier pour les comptes macroéconomiques de l'agriculture, cette évolution sera décrite principalement sur la dernière décennie (1990-1999).

Tableau I. Superficies agricole et démographie.

	Guadeloupe	Martinique	Réunion	Guyane	Total DOM	Métropole	DOM sur métropole (%)
Superficie totale (1000 ha)	170,5	110,0	252,0	8 353,4	8 886	54 919	16,2
SAU des exploitations(1000 ha)							
1981	57,4	41,4	53,9	7,3	160	29 496	0,01
1989	46,7	37,2	50,4	20,6	155	28 596	0,01
1997	37,1	28,7	44,2	22,3	132	28 331	0,00
Evolution sur la période (%)							
1981 à 1989	-18,6	-10,1	-6,5	182,2	-3,2	-3,1	
1989 à 1997	-20,6	-22,8	-12,3	8,3	-14,6	-0,9	
1981 à 1997	-35,4	-30,7	-18,0	205,5	-17,3	-3,9	
SAU / Superficie totale en 1997 (%)	21,8	26,1	17,5	0,3	1,5	51,6	
Population totale (milliers)							
1982	328,4	328,6	515,8	73,0	1 246	54 335	0,02
1990	387,0	359,6	597,8	114,7	1 459	56 615	0,03
1999	422,5	381,4	706,3	157,2	1 667	58 519	0,03
2010 (projection INSEE)	535,1	455,0	817,6	256,1	2 064	61 721	0,03
Evolution sur la période (%)							
1981 à 1989	17,8	9,4	15,9	57,1	17,1	4,2	
1989 à 1997	9,2	6,1	18,1	37,1	14,3	3,4	
1981 à 1997	28,7	16,1	36,9	115,3	33,8	7,7	
Densité 1999 (hab / km2)	248	338	282	2	19	107	

Sources : Scees (RGA et Enquêtes structures 1997) ; Insee (RGP et projection 2010).

Tableau II. Les exploitations agricoles et l'emploi agricole.

	Guadeloupe	Martinique	Réunion	Guyane	Total DOM	Métropole
Nombre d'exploitations (milliers)						
1990	16,53	16,04	01 5	4,49	52,3	939
1999	01 2	5,23	01 1	4,52	32,5	661
Evolution 1999/90 (%)	-28,0	-67,4	-28,9	0,7	-37,9	-29,6
UTA totales (milliers)						
1990	01 7	01 5	01 7	0 05	54,7	1315
1999	01 1	01 1	01 2	0 05	40,0	993
Evolution 1999/90 (%)	-33,3	-29,0	-28,3	7,7	-26,8	-24,5
UTA non salariées (milliers)						
1990	01 3	01 0	01 5	0 04	43,2	1066
1999	0 09	0 05	01 1	0 05	29,2	739
Evolution 1999/90 (%)	-34,9	-54,6	-27,1	11,6	-32,4	-30,7
UTA salariées (milliers)						
1990	0 04	0 05	0 02	0 01	11,5	249,0
1999	0 03	0 06	0 02	0 01	10,8	254,0
Evolution 1999/90 (%)	-27,5	27,5	-35,7	-19,4	-6,0	2,0
UTA salariées / UTA totales (%)						
1990	21,7	31,3	13,8	12,6	21,0	18,9
1999	23,6	56,1	12,3	9,4	27,0	25,6

Tableau II (suite). Les exploitations agricoles et l'emploi agricole.

	Guadeloupe	Martinique	Réunion	Guyane	Total DOM	Métropole
UTA totales par exploitation						
1990	1,0	0,9	1,1	1,1	1,0	1,4
1999	1,0	2,1	1,1	1,2	1,2	1,5
SAU par exploitation (ha)						
1990	3,3	2,4	3,4	4,7	3,2	30,3
1999	4,2	6,3	4,3	5,4	4,7	42,4
Répartition par âge des chefs d'exploitation (en %)						
Moins de 35 ans						
1989	15	10	25		17	13
1997	11	12	13		12	12
De 35 à 60 ans						
1989	55	50	64		56	60
1997	53	55	66		59	63
Plus de 60 ans						
1989	30	40	10		27	27
1997	36	33	20		29	25

Sources : Comptes départementaux du SCEES, présentés à la CCAN (pour les données de structure) ; RGA et enquêtes structures 1997 (pour la répartition par âge)

Les comptes macro-économiques de l'agriculture

Dans la nouvelle base de la Comptabilité nationale (base 1995), il y a une intégration des DOM, ce qui permet d'obtenir des comptes macroéconomiques (comptes départementaux établis d'une manière homogène sur tout le territoire français), permettant ainsi, sur la période 1990-1999, une comparaison entre les DOM et la métropole (tableau III).

Afin de limiter l'influence des variations annuelles et de tenir compte de l'érosion monétaire, les comparaisons dans l'espace et dans le temps ont été faites en francs constants 1999 (en utilisant l'indice du prix du PIB) et sur les deux périodes triennales 1990-1992 (« 1991 ») et 1997-1999 (« 1998 »).

La structure de la production est fort différente de celle de la métropole. La part des productions végétales y est plus élevée (80 % au lieu de 60 %) et surtout trois groupes de produits (fruits, légumes frais et autres plantes industrielles : canne, etc), représentent environ 65 % de la production totale de biens des DOM contre moins de 10 % en métropole.

D'autre part, la valeur de la production moyenne par ha y est beaucoup plus élevée (près de trois fois celle de la métropole).

Sur la dernière décennie, pour l'ensemble des DOM, la production globale a un peu moins diminué qu'en métropole mais, par contre, la valeur ajoutée brute et les différents agrégats de revenu ont connu une évolution un peu moins favorable qu'en métropole (bien entendu, la situation peut être différente selon les DOM).

Toujours sur la même période, les revenus par actif agricole (que ce soit par actif total ou par actif non salarié) sont restés à un niveau plus faible que celui enregistré en métropole (niveau inférieur d'environ 35 %).

L'absence du RICA dans les DOM, qui illustre le retard statistique qui y est constaté, fait que l'on ne dispose pas de données microéconomiques sur les exploitations agricoles, ce qui limite d'une manière importante l'analyse économique de l'agriculture des DOM.

Tableau III. Les comptes macroéconomiques de l'agriculture.

	Ensemble DOM			Métropole		
	"1991"	"1998"	Evolution "1991" / "1998" (en %)	"1991"	"1998"	Evolution "1991" / "1998" (en %)
Production de biens au prix de base (subventions aux produits agricoles incluses)						
Valeur (millions de F constants 1999)						
Totale	6 331	6 194	-2,2	418 039	396 640	-5,1
dont production végétale	4 939	4 912	-0,5	246 068	240 822	-2,1
dont production animale	1 392	1 282	-7,9	171 971	155 817	-9,4
dont autres plantes industrielles	1 198	1 083	-9,6	2 361	2 909	+23,2
dont légumes frais	1 088	761	-30,1	18 932	17 528	-7,4
dont fruits	1 800	2 129	+18,3	14 555	13 279	-8,8
Répartition (en %)						
dont production végétale	78,0	79,3		58,9	60,7	
dont production animale	22,0	20,7		41,1	39,3	
dont autres plantes industrielles	18,9	17,5		0,6	0,7	
dont légumes frais	17,2	12,3		4,5	4,4	
dont fruits	28,4	34,4		3,6	3,3	
Valeur de (en millions de F constants 1999)						
Valeur ajoutée brute (VAB)	4 291	4 050	-5,6	211 093	205 151	-2,8
Résultat agricole global (RAG)	4 144	4 013	-3,2	154 828	157 658	+1,8
Revenu net d'entreprise agricole (RNEA)	2 761	2 674	-3,2	98 561	101 262	+2,7
Montant (en milliers de F constants 1999)						
Production par ha	38,7	40,2	+3,9	14,8	14,1	-4,7
RAG par UTA totale	79,1	97,1	+22,8	122,5	155,8	+27,2
RNEA par UTA non salariée	66,6	88,6	+33,0	96,8	133,2	+37,6
En indice (base 100 = métropole)						
Production par ha	261	285				
RAG par UTA totale	65	62				
RNEA par UTA non salariée	69	67				

"1991" = moyenne 1990 à 1992

"1998" = moyenne 1997 à 1999

Dans la nouvelle base de la Comptabilité nationale de 1995, la production au prix de base inclut les subventions aux produits agricoles (aides compensatoires PAC, PMTVA, primes aux bovins mâles, aides compensatoires bananes, aides agricoles Poseidom, aides nationales aux planteurs de canne, etc).

Source : comptes départementaux de l'agriculture du SCEES, présentés à la CCAN.

Les aides publiques à l'agriculture

Ce paragraphe concernera uniquement, pour différentes raisons (techniques en particulier), les aides publiques versées directement aux agriculteurs (tableau IV), aides qui sont retracées dans les comptes départementaux de l'agriculture.

Comme en métropole, le montant des aides publiques versées directement aux agriculteurs a augmenté d'une manière très importante si bien que, dans les deux cas, ces aides directes représentent, sur la dernière période, une part très importante des revenus (autour de 30 % du résultat agricole global contre moins de 10 % au début des années 90).

Tableau IV. Les subventions dans les comptes départementaux de l'agriculture.

	Ensemble DOM			Métropole		
	"1991"	"1998"	Evolution "1991" / "1998" (en %)	"1991"	"1998"	Evolution "1991" / "1998" (en %)
Montant global (en millions de F constants 1999)						
Subventions sur les produits agricoles						
Sur les produits végétaux	283	900	+218	2 851	31 400	+1001
Sur les produits animaux	40	73	+83	4 500	8 716	+94
Total	323	973	+201	7 351	40 116	+446
Subventions d'exploitation	10	113	1030	7 646	9 742	+27
Total des subventions	333	1 086	226	14 997	49 857	+232
Montant (en milliers de F constants 1999)						
Subventions par ha	2,0	7,1	+255	0,5	1,8	+260
Subventions par UTA totale	6,4	26,3	+311	12,0	49,3	+311
Subventions par UTA non salariée	8,1	36,0	+344	14,9	65,6	+340
Subventions par rapport à : (en %)						
Production	5,3	17,5		3,6	12,6	
Valeur ajoutée brute	7,8	26,8		7,2	24,3	
Résultat agricole global	8,0	27,0		9,8	31,6	
Revenu net d'entreprise agricole	12,1	40,6		15,5	49,3	

"1991" = moyenne 1990 à 1992.

"1998" = moyenne 1997 à 1999.

Les subventions d'exploitation comprennent les subventions qui ne peuvent pas être classées dans les subventions aux produits agricoles (ICHN, aides "au gel des terres", indemnités calamités agricoles, prime à l'herbe et autres aides agri-environnementales, etc).

Source : comptes départementaux de l'agriculture du SCEES, présentés à la CCAN.

Dans les deux situations, ces aides directes proviennent, pour la plus grande part, du Budget européen (Feoga garantie), ce qui est nouveau pour les DOM. Cela traduit une « européanisation » croissante de la politique agricole des DOM. Les raisons sont différentes, mais correspondent, en fait, à la même inspiration, qui se traduit par un transfert du soutien indirect par les prix (restitutions, intervention, aides versées aux transformateurs, etc) vers des aides directes versées directement aux agriculteurs.

En métropole, cela correspond à la réforme de la PAC, mise en place en 1993 (et dès 1992 pour les oléagineux). Pour les DOM, ceci est dû à la mise en place de l'OCM bananes en 1993 et de celle du POSEIDOM agricole. Il faut noter, à ce sujet, que l'impact de la plus grande ouverture de la PAC vers le marché mondial frappe, en premier lieu, depuis dix ans, les productions tropicales, dont celles des DOM. Cette substitution va continuer à s'accroître en métropole, suite aux accords de Berlin de mars 1999 et il n'est pas impossible qu'il en soit de même pour les DOM.

Dans la nouvelle base 1995, la production (dite au prix de base), inclut les subventions sur les produits agricoles.

Par ailleurs, pour les aides aux investissements des exploitations agricoles et surtout à l'ensemble des infrastructures agricoles et rurales et à l'appui technique agricole, cette « européanisation » du soutien n'a pas cessé d'être très importante dans les DOM, du fait de l'appartenance à l'objectif 1. Ce soutien par les Fonds structurels est même en augmentation pour la nouvelle période de programmation qui débute (2000-2006), par rapport à la période passée.

La prise en compte des aides directes à l'agriculture ne permet qu'une comparaison partielle des taux de soutien à l'agriculture. Pour être plus complet, il faudrait tenir compte des soutiens indirects assurés par les contribuables (restitutions, intervention, etc) mais aussi par les consommateurs, en particulier

pour les productions où un système de quotas permet de maintenir les prix agricoles à un niveau élevé (par exemple sucre et lait). Par ailleurs, il faudrait tenir compte du soutien indirect susceptible de provenir de dispositifs fiscaux et sociaux différents entre DOM et métropole (défiscalisation des investissements, réduction de l'IRPP, taux des cotisations patronales, cotisations sociales des exploitants, fiscalité particulière du rhum, etc).

« Commerce extérieur » et répartition de la valeur ajoutée brute

Comme en métropole, la part de la filière agricole et agroalimentaire dans le Produit intérieur brut est devenu faible (de l'ordre de 5 %), avec cependant une part de l'agriculture plus élevée dans les DOM qu'en métropole. Par contre, en ce qui concerne les échanges extérieurs, les différences sont sensibles (tableau V).

La plus grande part des « exportations » des DOM est représentée par les produits agricoles et agroalimentaires (près de 60 % sur les dernières années) alors que cette part n'est que de 12 % en métropole. D'autre part, un groupe réduit de produits (sucre, rhum et bananes) représente l'essentiel des « exportations » agricoles et agroalimentaires des DOM.

Cependant, pour les DOM, les « exportations » agricoles et agroalimentaires ne couvrent que 30 % des « importations » de même nature, pourcentage qui a même légèrement diminué au cours de la dernière décennie. La situation est très différente pour la métropole, les « exportations » agricoles et agroalimentaires couvrant près de 140 % des « importations » de même nature, pourcentage qui a même légèrement augmenté au cours de la dernière décennie.

A noter que ces « exportations » agroalimentaires des DOM sont, en quasi-totalité des « livraisons » vers le reste de l'Union européenne, de même, l'essentiel des « importations » agroalimentaires sont des « introductions » à partir du reste de l'Union européenne.

Tableau 4 bis. Les fonds structurels européens.

	DOM	Métropole	DOM sur métropole (%)
Période 1994-1999. Montant (en millions d'écus 1994)			
Objectif 1	1 500	690	
Objectif 2		3 774	
Objectif 3 + 4		3 203	
Objectif 5a		1 933	
Objectif 5b		2 238	
PIC Régis	251		
Total	1 751	11 838	14,8
Période 2000-2006 (montant en millions d'euros 1999)			
Objectif 1 (et soutien transitoire)	3 254	551	
Objectif 2 (et soutien transitoire)		6 050	
Objectif 3 + 4		4 540	
Total	3 254	11 141	29,2
Montant annuel (en millions d'écus ou d'euros 1999)			
Période 1994-1999	308	2 087	
Période 2000-2006	465	1 592	
Evolution (en %)	50,9	-23,8	

Pour la période 2000-2006, il convient d'ajouter les 760 millions d'euros annuels de Feoga garantie mise en œuvre dans le PDRN pour la plus grande part et un peu dans les DOCUP objectif 2.

Pour les DOM, Feoga orientation et Ifop représentent un peu plus de 20 % des Fonds structurels.

Source : Comptes départementaux de l'agriculture du SCEES, présentés à la CCAN.

Tableau V. Le « commerce extérieur » et la répartition de la valeur ajoutée brute.

	Ensemble DOM			Métropole		
	"1992"	"1997"	Evolution "1992" / "1997" (en %)	"1992"	"1997"	Evolution "1992" / "1997" (en %)
« Exportations » (montant en milliards de F constant 1999)						
Agricoles et agroalimentaires	2,52	2,39	-5,2	218,6	230,3	5,4
Total	3,74	4,07	+8,8	1 717	1 989	15,8
Part des exportations alimentaires (%)	67,4	58,7		12,7	11,6	
« Importations »*(montant en milliards de F constant 1999)						
Agricoles et agroalimentaires	7,45	7,87	+5,6	162,0	167,7	3,5
Total	37,66	03 9	+3,8	1 616	1 820	12,6
Part des exportations alimentaires (%)	19,8	20,1		10,0	9,2	
Solde du « commerce extérieur » (montant en milliards de F constant 1999)						
Agricoles et agroalimentaires	-4,93	-5,48		56,6	62,6	
Total	-33,92	-35,03		100,9	168,5	
Rapport exportations / importations (%)						
Agricoles et agroalimentaires	33,8	30,4		134,9	137,3	
Total	9,9	10,4		106,2	109,3	
	Ensemble DOM			Métropole		
	"1994"			"1994"		
Valeur ajoutée brute (montant milliards de F constant 1999)						
Agriculture, sylviculture et pêche	4,18			158,8		
Industrie agroalimentaire	2,33			178,5		
Total	103,5			7 513		
Part de : (en %)						
Agriculture, sylviculture et pêche	4,0			2,1		
Industrie agroalimentaire	2,3			2,4		
Total des deux	6,3			4,5		

"1992" = moyenne 1991 à 1993.

"1997" = moyenne 1996 à 1998.

"1994" = moyenne 1993 à 1995.

*Il s'agit, en fait de « livraisons » vers le reste de l'UE et vers les pays tiers et des « introductions » à partir du reste de l'UE et des pays tiers.

Source : INSEE.